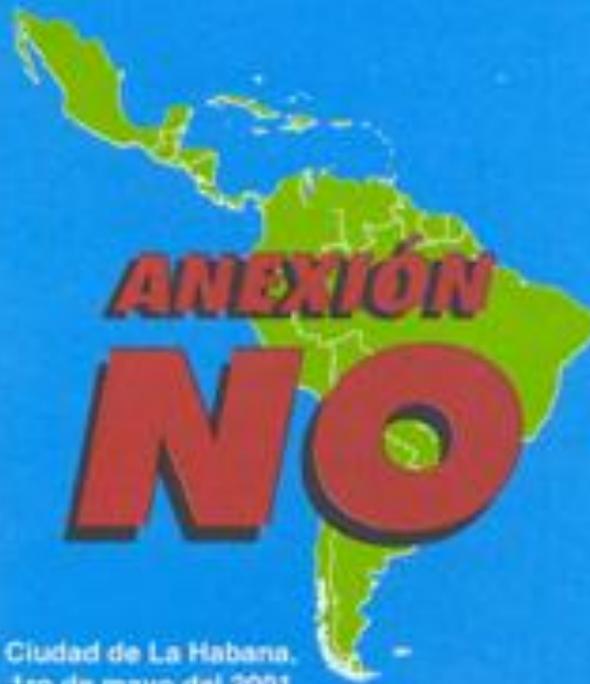


FIDEL CASTRO

**EL ALCA SIGNIFICARÁ
MÁS NEOLIBERALISMO**



Ciudad de La Habana,
1ro de mayo del 2001

Allocution prononcée par Fidel Castro Ruz, président des Conseils d'Etat et des ministres de la République de Cuba, sur la place de la Révolution, pour la Fête internationale du travail, le 1er mai 2001

Fecha: 01/05/2001

Honorables invités;

Chers travailleurs;

Compatriotes:

Voilà un an exactement, nous nous sommes réunis pour un meeting historique : ce jour-là, pour la première fois en quarante et un ans, le défilé traditionnel du 1er Mai a été transformé en Tribune ouverte. Meeting inoubliable d'une bataille inoubliable.

Il faut préserver avec soin les films de cette journée mémorable-là pour que les générations futures sachent comme leurs parents ont remporté la victoire et puissent vivre en partie les émotions de cette étape.

Et pas de trêve quand le père est rentré avec son enfant. La lutte commençait à peine. Nous avons pris conscience que la cause qui provoquait cette tragédie-là et d'autres n'avait pas changé et que nous ne cesserions, comme nous l'avions promis à Baraguá, tant qu'elles ne seraient pas toutes éliminées.

Nous entrons dans le nouveau millénaire, au terme d'une résistance héroïque à quarante-deux ans de blocus génocide et cruel, en ayant renouvelé nos énergies et multiplié nos forces.

Une nouvelle étape de lutte débutait. L'empire, bien plus puissant, était devenu l'unique superpuissance, mais notre peuple, récemment sortie du néocolonialisme, saturé de mensonges et de propagande maccarthyste, peu instruit et quasi analphabète du point de vue politique, avait fait un bond colossal dans l'Histoire : ayant éliminé l'analphabétisme et diplômé de centaines de milliers d'universitaires, il possédait une culture politique bien supérieure à celle de son adversaire historique. Et ce peuple-ci a d'ores et déjà atteint une unité sans précédent dans son histoire ; il accumule une grande force politique et une force morale, patriotique et internationaliste colossale ; il a supporté sans broncher l'invasion de Playa Girón, la crise des Missiles, la sale guerre, un blocus économique toujours plus rigoureux, la disparition de l'URSS et du camp socialiste, les pronostics d'une survie impossible et d'un effondrement certain.

Nous faisons face aujourd'hui à un adversaire puissant dans tous les domaines, sauf en morale et en idées, sans message ni réponse aux graves problèmes politiques, économiques et sociaux qui écrasent le monde contemporain.

On n'a jamais vu tant de confusion, tant de mécontentement et tant d'insécurité dans l'arène internationale. Situé à deux doigts d'une crise politique et économique profonde, l'impérialisme ne peut fuir son ombre : condamné à piller toujours plus le monde, il ne peut que soulever le mécontentement et la rébellion partout, même chez ses propres alliés.

La population autochtone et les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes furent victimes pendant presque deux siècles de la politique expansionniste des Etats-Unis vers l'Ouest et vers le Sud du territoire qu'occupaient au départ les Treize Colonies devenues indépendantes de la domination anglaise en 1776. Ils exterminèrent quasiment les indigènes dans leur conquête de l'Ouest. Plus tard, en 1835, ils favorisèrent l'indépendance du Texas où de nombreux colons nord-américains s'étaient installés au préalable. En 1847, ils envahirent le Mexique et déclenchèrent une guerre cruelle qui leur permit de s'emparer en février 1848 de 55 p. 100 de son territoire. Ainsi, soit en exterminant les Indiens et en les délogeant des terres où ils avaient vécu on ne sait combien de siècles, soit en achetant des territoires aux anciennes métropoles européennes, soit en les annexant, comme le Texas, ou en les conquérant comme dans le cas du Mexique, les Etats-Unis, nourris de grandes migrations en provenance de l'Europe dans la seconde moitié du XIXe siècle, étaient déjà devenus une nation puissante et prospère, tandis que les Etats issus de la désintégration de l'empire colonial espagnol, de la Patagonie aux frontières du Canada, à la suite des luttes engagées par le Venezuela en 1810, demeuraient divisés et isolés.

C'est le 20 juin 1898 que les Etats-Unis intervinrent militairement à Cuba qui, au terme de la lutte héroïque et prolongée de ses meilleurs enfants, était sur le point d'arracher son indépendance à une Espagne épuisée et ruinée, et occupèrent notre pays pendant presque quatre ans.

Les Etats-Unis retirèrent leurs troupes de l'île en 1902, après avoir implanté une néocolonie dont les ressources naturelles, les terres et les services restèrent en leurs mains, le tout garanti par un amendement imposé à notre Constitution qui leur donnait le droit légal d'intervenir militairement. Le glorieux parti fondé par Martí avait été dissout ; l'Armée de libération, qui s'était battue pendant trente ans, désarmée et remplacée par une institution militaire organisée et entraînée par les Etats-Unis dans le style de leur propre armée. Et ils recoururent plus d'une fois au droit arbitraire d'intervenir sous n'importe quel prétexte.

Les Etats-Unis convertirent Porto Rico, la sœur jumelle de Cuba dans la tentative libératrice, telle « les deux ailes d'un oiseau », en leur colonie et la maintiennent depuis dans cette triste condition. Ils intervinrent directement ou indirectement, bien des fois, en Haïti, en République dominicaine, au Guatemala, au Nicaragua et dans d'autres nations d'Amérique centrale voire au Mexique. Ils occuperont le Panama pour y conclure et garantir pour eux le canal stratégique qu'ils gèrent pendant presque un siècle. Ils pénétrèrent dans le reste des nations sud-américaines en y faisant de gros investissements, en y fomentant des coups d'Etat, en y instaurant des gouvernements militaires et en s'y ingérant toujours plus sur les plans politique, idéologique et culturel. Et, après la seconde guerre mondiale, ils les manipulèrent à leur guise.

Ce fut la Révolution cubaine du 1er janvier 1959 qui porta le premier coup de frein à leur expansionnisme et à leur domination politique et économique en Amérique latine. Une nouvelle étape s'ouvrait dans l'histoire du continent. On sait le prix que notre patrie a dû payer depuis. Elle a même failli être impliquée dans une guerre atomique.

Tout ce que les administrations nord-américaines ont fait depuis sur ce continent a été fortement influencé par leur obsession et leur crainte devant l'existence déconcertante de la Révolution cubaine, depuis les jours de l'invasion mercenaire de Playa Girón et de l'Alliance pour le progrès jusqu'à la déclaration de Bush dans le bunker de Québec où il a invoqué le nom de José Martí tout en lui attribuant une phrase erronée sur la liberté. Mais si la victoire de la Révolution cubaine a déconcerté les dirigeants nord-américains, sa résistance admirable durant plus de quatre décennies semble parfois les rendre fous.

Faisant preuve d'une abjection répugnante qui passera à l'Histoire comme un exemple d'infamie sans précédent, tous les gouvernements latino-américains, hormis le Mexique, se joignirent en opposant plus ou moins de résistance à l'isolement et au blocus de Cuba. Et l'OEA en fut si meurtrie qu'elle n'a jamais pu s'en remettre. Alors que les Etats-Unis sont en train d'ourdir une annexion gigantesque des pays latino-américains, nul ne sait pourquoi elle existe toujours et pourquoi on dépense de l'argent dans cette institution répugnante, moralement invalidée à jamais par la bassesse et la trahison.

Ce que les Etats-Unis ont fait à l'époque avec leur instrument, l'OEA, ils veulent le faire aujourd'hui avec la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), non plus pour isoler Cuba, mais pour liquider la souveraineté, empêcher l'intégration, dévorer les ressources et frustrer les destinées d'un ensemble de

peuples qui, sans compter les anglophones, totalisent cinq cents millions de personnes possédant une langue, une culture et une histoire communes.

Si l'OEA a vendu un jour son âme au diable, si elle a trahi et vendu Cuba – les pays latino-américains ayant reçu en récompense nos quotas sucriers se montant à plusieurs millions de tonnes de sucre sur le marché nord-américain et d'autres privilèges – que peut-on attendre aujourd'hui d'un certain nombre de gouvernements bourgeois et oligarchiques, dénués de principes politiques et moraux, qui ont voté aux côtés des Etats-Unis à Genève, par opportunisme ou par lâcheté, pour apporter sur un plateau d'argent à une administration nord-américaine d'extrême-droite les prétextes et les justifications dont elle a besoin pour maintenir son blocus génocide, voire l'excuse nécessaire pour, éventuellement, agresser le peuple cubain ?

Entraînés par ce courant annexionniste néfaste, il n'est pas étonnant que bien d'autres, pris de désespoir devant d'énormes dettes impossibles à éponger et une dépendance économique totale, soient conduits au suicide de la ZLEA.

Il est des politiciens latino-américains dont l'âme fond quand ils entendent parler de libre-échange, comme s'ils vivaient encore au milieu du siècle passé où ils ne dépendaient que des exportations de produits de base et réclamaient aux Etats-Unis la suppression des barrières tarifaires. Ils ne se rendent pas compte que le monde a changé, que nombre de ces produits comme les fibres, le caoutchouc et d'autres matières ont été remplacés par des produits synthétiques, ou un aliment comme le sucre de canne par la fructose provenant du maïs, possédant un pouvoir sucrant supérieur et moins de calories, que bien des personnes préfèrent, ou des fruits tropicaux et semi-tropicaux par des saveurs artificielles comme celles de la vanille, de la fraise et de beaucoup d'autres qui les imitent. Leurs cerveaux sont sclérosés dans les revendications de voilà un demi-siècle. Le poison néolibéral et d'autres mensonges les intoxiquent incurablement, et trompent même encore d'importants secteurs de la population qui ne saisissent pas l'essence des problèmes dont ils souffrent, auxquels on n'explique rien ou on occulte l'information nécessaire.

En tout cas les gouvernements d'au moins deux pays parmi les plus importants d'Amérique latine, le Venezuela bolivarien et le Brésil, la nation la plus grande et la plus peuplée, comprennent assurément ces réalités et conduisent la résistance.

Il est absolument clair aux yeux de Cuba que ce qu'on appelle la Zone de libre-échange des Amériques conduit inexorablement, compte tenu des conditions, des délais, de la stratégie, des objectifs et des procédés que les Etats-Unis

imposent, à l'annexion de l'Amérique latine par ce dernier. Ce genre d'association entre une puissance industrielle, technique et financière gigantesque, et des pays très pauvres, sous-développés et dépendants financièrement d'institutions placées sous la baguette des Etats-Unis, qui contrôlent et régissent par leurs décisions le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et d'autres, implique une inégalité de conditions telle que cela entraînera une absorption totale des économies des pays latino-américains et caribéens par celle des Etats-Unis.

Les banques, les compagnies d'assurance, les télécommunications, les services maritimes et les lignes aériennes seront nord-américains. Le commerce passera à des mains nord-américaines, depuis les grandes chaînes de commercialisation jusqu'aux petites pizzerias et aux McDonald.

L'industrie chimique, l'industrie automobile, la production de machines et d'équipements et d'autres tout aussi fondamentales deviendront des industries nord-américaines.

Les grands centres de recherche, de biotechnologie, d'ingénierie génétique et les grands laboratoires pharmaceutiques seront la propriété des sociétés transnationales des Etats-Unis. Les brevets et les techniques seront, quasiment sans exception, nord-américains. Les meilleurs scientifiques latino-américains travailleront dans des laboratoires nord-américains.

Les grandes chaînes d'hôtels seront nord-américaines.

Ce qu'on appelle l'industrie des loisirs sera le monopole presque total des Etats-Unis. Hollywood produira, en tant que fournisseur quasi exclusif, des films et des séries pour les salles de cinéma, les émetteurs de télévision et les magnétoscopes d'Amérique latine ; nos pays, qui en consomment maintenant autour de 80 p. 100, verront grandir encore plus l'usage de ces produits qui détruisent leurs valeurs et leurs cultures nationales. Et, ô merveille ! deux ou trois Disneylands seront sûrement construits en Amérique centrale et en Amérique du Sud.

Les peuples latino-américains resteront essentiellement des producteurs de matières premières, des créateurs de biens primaires et de profits colossaux pour le grand capital transnational.

L'agriculture nord-américaine est subventionnée à hauteur de quatre-vingts milliards de dollars et continuera de l'être à l'avenir sous un biais ou un autre.

Sa productivité par homme et par hectare, fondée sur l'emploi de grandes machines perfectionnées et sur une utilisation d'engrais abondante, est bien supérieure. Les fermiers nord-américains cultiveront des céréales génétiquement modifiées, à rendements bien plus élevés, peu importe qu'elles soient ou non favorables à la santé humaine.

Si bien que les cultures de maïs, de blé, de riz, de soja et d'autres grains disparaîtront presque dans de nombreux pays latino-américains qui ne bénéficieront plus de la moindre sécurité alimentaire.

Quand une grande sécheresse ou d'autres calamités touchent la production agricole de régions entières, de grands pays comme la Chine, qui possède de grosses réserves de devises, ou comme l'Inde, qui possède moins de réserves mais dispose toutefois de ressources financières, peuvent se voir contraints d'acheter de dizaines de millions de tonnes de céréales. Dans ce cas, les cours peuvent atteindre des niveaux hors de prix pour de nombreux pays latino-américains si jamais leurs productions étaient liquidées par la ZLEA. Aussi grosses que soient leurs récoltes, les Etats-Unis ne peuvent produire qu'une petite partie des aliments dont a besoin une population mondiale croissante, qui se chiffre aujourd'hui à plus de 6,1 milliards de personnes. La diminution de la production d'aliments en Amérique latine peut toucher non seulement le sous-continent, mais aussi le reste du monde.

L'Amérique latine continuera de jouer, dans des conditions toujours plus difficiles et insupportables, le triste rôle de fournisseuse de matières premières et de main-d'œuvre toujours meilleur marché en comparaison des salaires versés aux Etats-Unis, qui sont de quinze à vingt fois supérieurs à ceux que les grandes transnationales payent dans les usines qu'elles installent dans la région et qui emploient d'ailleurs toujours moins de personnels du fait de leur automatisation et de leur productivité. Il est donc illusoire de croire qu'elles créeront de très nombreux emplois. L'agriculture, qui occupe généralement un nombre de travailleurs plus élevé, serait touchée en revanche par les motifs susmentionnés. Et le chômage augmenterait donc considérablement. Celui-ci atteint jusqu'à 10 p. 100 en Allemagne et dans d'autres pays européens qui possèdent pourtant une énorme quantité d'industries et de services.

Les nations latino-américaines seraient appelées à devenir d'immenses zones franches où les impôts sont inexistantes ou très minimales. Elles ont été poussées à rivaliser entre elles pour attirer à tout prix les investissements étrangers. Elles sont invitées à produire des légumes de saison et des fruits tropicaux pour l'ensemble du marché nord-américain, ce pour quoi il suffirait de moins d'un million d'hectares de terres bien cultivées.

Peut-être recevront-elles davantage de touristes nord-américains qui voyageront à travers les immensités d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud sur des lignes aériennes et des navires de croisière nord-américains, descendront dans des hôtels nord-américains, utiliseront des services de communication nord-américains, mangeront dans des restaurants nord-américains, achèteront dans des magasins nord-américains des marchandises produites dans des compagnies nord-américaines à partir de pétrole ou de matières premières latino-américaines. Elles exporteront en revanche des carburants, du cuivre, de la bauxite, de la viande (à condition qu'il n'y ait pas de fièvre aphteuse), des bananes et d'autres fruits (à condition qu'il n'y ait pas de mesures protectionnistes non tarifaires) et peut-être quelques produits artisanaux.

Que restera-t-il aux Latino-Américains ? La condition de travailleurs d'entreprises nord-américaines affectés aux emplois généralement les plus mal payés et les plus durs, et de domestiques des cadres et des chefs nord-américains, des professionnels les mieux qualifiés ou des derniers restes des bourgeoisies locales. Seules des minorités de bourgeois privilégiés, des couches moyennes et des secteurs de l'aristocratie ouvrière auront quelque chose à y gagner. On comptera en revanche de grandes masses de travailleurs excédentaires, comme cela se passe aujourd'hui en Argentine où le taux de chômage oscille entre 15 et 20 p. 100, et sans allocations. Tels sont les fruits actuels de la mondialisation néolibérale, malgré les dizaines de milliards de dollars d'investissements étrangers, la privatisation et la vente à des sociétés étrangères de la quasi-totalité des entreprises publiques et les gros emprunts qui ont engendré une dette énorme.

La ZLEA signifiera plus de néolibéralisme, moins de protection de l'industrie et des intérêts nationaux, plus de chômage et de problèmes sociaux.

Il est absolument sûr que les monnaies nationales disparaîtront, car aucune ne pourra subsister, et qu'elles seront remplacées par le dollar. D'ailleurs, même sans la ZLEA, on constate un fort courant dans ce sens dans plusieurs pays depuis la décision adoptée par l'Équateur. Dès lors, c'est la Réserve fédérale des États-Unis qui dictera la politique monétaire de chacun. La ZLEA, qui ne bénéficie qu'au grand capital transnational, ne profitera pas non plus aux travailleurs nord-américains, dont beaucoup perdront leur emploi. Ce qui explique pourquoi leurs représentants ont protesté toujours plus fortement à Québec, comme ils l'avaient fait avant, avec plus de fureur, à Seattle contre l'OMC.

Si Cuba n'avait pas été souveraine dans sa politique monétaire, elle n'aurait jamais pu revaloriser son peso de sept fois entre 1994 et 1999, ni commencer à sortir de la Période spéciale. Et deux facteurs ont été décisifs en l'occurrence : ne pas appartenir au Fonds monétaire international ; mener une politique monétaire indépendante.

Dès lors que tout ce que j'ai dit de la ZLEA surviendra, on ne pourrait plus parler d'indépendance et l'annexion commencera à devenir une réalité. Et je n'exagère pas le moins du monde.

Le pire, le plus triste, le plus cynique, le plus hypocrite, c'est qu'on prétend faire ce pas monstrueux sans consulter le peuple. C'est bien là toute la démocratie que l'empire et ses laquais peuvent concevoir.

Bien que je sois absolument convaincu que l'Amérique latine et les Caraïbes peuvent être dévorées, mais non digérées par l'empire en décadence, car les peuples feraient renaître les nations de notre continent de leurs propres cendres pour s'intégrer entre elles, comme elles doivent le faire et s'unir en quête d'une destinée supérieure et plus digne, mieux vaudrait que nous nous évitions, nous les centaines de millions de Latino-Américains et de Caribéens, la très dure étape de lutte de libération que cela impliquerait ensuite.

Evitons l'annexion, exigeons résolument, dès maintenant, qu'aucun gouvernement ne puisse vendre la nation dans le dos de son peuple ! Il ne peut y avoir d'annexion s'il y a un référendum ! Faisons prendre conscience de ce qu'est la ZLEA et du danger qu'elle représente !

Faisons revivre la dignité et les rêves de Bolívar, la dignité et les rêves de San Martín, d'O'Higgins, de Sucre, de Morazán, d'Hidalgo, de Morelos, de Juárez et de Martí !

Que personne ne se fasse l'illusion que les peuples se croiseront les bras et permettront qu'on les vende à l'encan comme des esclaves !

Nous ferons aujourd'hui la première protestation. Accompagnés de centaines de milliers de Cubains, nous partirons dans quelques minutes pour une marche de protestation latino-américaine jusqu'à la Section d'intérêts des Etats-Unis, en scandant le slogan : « Non à l'annexion, oui au référendum ! » « Non à l'annexion, oui au référendum ! » « Non à l'annexion, oui au référendum ! » Qu'il résonne bien haut et qu'on l'entende à Washington !

Disons aujourd'hui, en compagnie de centaines de dirigeants et de représentants des travailleurs d'Amérique latine, des Caraïbes, des Etats-Unis, du Canada, d'Europe, d'Asie et d'Afrique :

L'indépendance de l'Amérique latine et des Caraïbes ou la mort !

Jusqu'à la victoire à jamais !

Nous vaincrons !

Versiones Taquigráficas - Consejo de Estado